

Réponse de Storengy à la consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 9 juin 2016 relative aux règles de commercialisation des capacités de stockage dans le cadre de la réforme de l'accès des tiers aux stockages

Synthèse

Storengy partage la plupart des orientations générales proposées par la CRE. De nombreuses propositions (souplesse sur la définition des produits pour une partie des capacités, libre définition des produits en fin de campagne, vente de capacités pluriannuelles, harmonisation des calendriers d'enchères et confidentialité du prix de réserve...) sont de nature à dynamiser le marché et la valeur du stockage en France.

Néanmoins, Storengy souligne les points suivants.

- Storengy promeut un schéma de commercialisation des capacités en continu dans lequel les enchères de capacités commenceraient le 1^{er} décembre de chaque année (début de campagne) et se poursuivraient jusqu'à épuisement des capacités disponibles à la vente. Dans un tel schéma, la commercialisation se déroulerait sans interruption, et avec l'application des mêmes règles (enchères et prix de réserve), avant et après la date à laquelle la DGEC prévoit de vérifier si le niveau de souscriptions nécessaire à la sécurité d'approvisionnement est atteint, y compris dans le cas où ce niveau minimum ne serait pas atteint. Cette fluidité du processus de commercialisation est un élément important pour assurer la meilleure attractivité possible aux ventes de capacités de stockage.
- Storengy recommande de laisser aux opérateurs la possibilité d'organiser des enchères en indexant les prix d'achat de capacités.
- Storengy préconise la plus grande prudence quant à la publicité des informations permettant de déterminer le prix de réserve. Storengy est favorable à tout ce qui contribue à la confidentialité des prix de réserve, qui est la meilleure façon de révéler la vraie valeur du stockage pour les fournisseurs tout en favorisant le jeu de la concurrence entre les produits.
- Storengy considère qu'un mécanisme d'enchères en « pay as bid » serait mieux à même de maximiser le revenu issu des enchères par rapport à tout autre type d'enchères, sans impact sur le niveau de souscription.
- Enfin, Storengy rappelle qu'elle n'aurait pas la possibilité de mettre en œuvre le nouveau processus de commercialisation selon le calendrier prévu par la CRE si l'ensemble des textes encadrant le nouveau processus n'était pas adopté au préalable.

Question 1: Partagez-vous les orientations générales proposées par la CRE ?

Storengy partage les orientations générales proposées par la CRE.

Storengy est également favorable à un cadre de régulation incitatif sur le niveau de souscription et sur le revenu des enchères, conjointement. Cependant, la définition de règles d'incitations pertinentes dès la première année de mise en place du nouveau dispositif d'accès au stockage semble prématuré. Un premier retour d'expérience est nécessaire pour définir un cadre adapté et pérenne.

Enfin, Storengy est favorable à ce que le Prix de Réserve des enchères, sans être publié, soit encadré par des règles. Cet encadrement permettrait d'éviter un Prix de Réserve tiré excessivement vers le bas au détriment de la valeur du stockage et du revenu tirés de la vente de capacités.

Question 2: Etes-vous favorable au calendrier de commercialisation proposé par la CRE, allant du 1er novembre au 31 mars?

Storengy pense qu'une commercialisation des capacités de stockage débutant au 1er décembre représente une date optimale. Une telle date de début allongerait significativement la durée de commercialisation des produits de stockage par rapport à la durée actuelle. De plus, cette durée est suffisante pour organiser un nombre de tours d'enchères important afin de proposer, comme la CRE l'envisage, 100% des capacités à la vente avant la fin du mois de février, avec une taille raisonnable de lots. Néanmoins si une demande forte du marché pour un démarrage au 1^{er} novembre s'exprimait, Storengy pourrait y répondre favorablement à partir de fin 2017.

Sur la question de la date du 31 mars proposée par la CRE :

- (1) Storengy souligne qu'elle est à entendre au sens de « date à laquelle la DGEC prévoit de vérifier si le niveau de souscriptions nécessaire à la sécurité d'approvisionnement est atteint », comme cela est précisé dans le texte de la consultation, mais qu'il ne devrait pas s'agir d'une date de fin de commercialisation, ce que pourrait laisser entendre le texte condensé de la question ;
- (2) En raison des contraintes physiques sur le cycle d'injection dans les stockages, Storengy préconise d'anticiper autant que possible cette date.

Tout comme la CRE, Storengy soutient le principe d'une période de commercialisation étendue. Storengy préconise par ailleurs que cette commercialisation se déroule sans interruption, avant et après, la date de vérification du niveau de souscriptions nécessaire tel que visé ci-dessus.

Question 3: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la mise en œuvre d'un nombre limité de produits standard commercialisés aux enchères avant le 31 mars ?

Une dizaine de produits sur le périmètre France, répartis par zone d'équilibrage, semble être le bon ordre de grandeur. Néanmoins, ce nombre devrait pouvoir évoluer chaque année, de façon marginale, afin de tenir compte des innovations commerciales rendues possibles par l'évolution des performances des actifs physiques (par exemple un groupement capable d'être le support physique de deux produits de vitesses différentes), ou par d'éventuelles évolutions des règles de fonctionnement du marché gazier français.

Question 4: Etes-vous favorable à la proposition de laisser la possibilité aux opérateurs de faire évoluer entre les tours d'enchères les capacités commercialisables associées aux différents produits standard, sans modifier les caractéristiques de ces produits?

Storengy n'est pas opposé à la proposition consistant à changer la répartition des capacités entre les différents produits localisés au même PITS avec les prérequis suivants :

- (1) Le changement dans la répartition ne devrait pas pouvoir s'effectuer entre deux tours d'une même enchère, ni même lors de l'allocation des quantités au dernier tour de l'enchère. Un tel changement de répartition empêcherait les enchérisseurs de connaître les quantités réellement offertes lors d'un tour d'enchère ;
- (2) Le changement de répartition devrait pouvoir s'effectuer de manière très limitée et entre produits dont les caractéristiques sont proches. Autrement, cela conduirait mécaniquement :
 - soit à renoncer à commercialiser du volume (dans le cas de capacités lentes transférées vers des capacités rapides) ou à renoncer à commercialiser des capacités d'injection ou de soutirage (dans le cas de capacités rapides transférées vers des capacités lentes) ;
 - soit à faire de la sur-réservation.

Question 5: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage libres de définir les caractéristiques de leurs produits, pour des capacités limitées à 10 % de leurs capacités totales avant le 31 mars ?

Storengy soutient cette proposition qui permettra de dynamiser le marché du stockage en France et de répondre plus efficacement aux différentes attentes des clients.

Dans les prochaines années, Storengy est favorable à ce que ce pourcentage maximum puisse augmenter de manière dynamique au cours de la campagne de commercialisation et ce sans attendre la date de vérification de l'obligation de dernier ressort en fonction des niveaux de souscriptions. Cela permettrait d'être plus réactif non seulement en cas de demande client importante sur des produits spécifiques, mais également dans le cas où certains produits standards seraient très peu vendus.

Question 6: Dans le cas où le niveau de souscriptions nécessaire à la sécurité d'approvisionnement est atteint, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage définir librement leurs produits après le 31 mars ?

Storengy soutient cette proposition et souligne que la « libre » définition de leurs produits par les opérateurs de stockage peut être totale dès l'atteinte du niveau de souscription nécessaire à la sécurité d'approvisionnement, y compris si celui-ci venait à être constaté plus tôt. En conformité avec le projet d'ordonnance modifiant les modalités d'accès aux stockages souterrains, les produits « librement » définis seront commercialisés au moyen d'enchères, qui constitueront le mode unique de commercialisation des capacités.

Afin d'être à même de répondre au mieux aux demandes du marché et pour bénéficier des meilleurs contextes de marché, Storengy considère par ailleurs que le délai minimum de 10 jours suggéré par la CRE ne devrait s'appliquer que pour l'information des caractéristiques d'un nouveau produit non connu du marché, lors de sa première commercialisation, et non lors des ventes ultérieures de ce même produit. Pour un produit déjà connu du marché/proposé au marché lors de ventes

antérieures, le délai minimum ne devrait être que d'un à deux jours avant la date d'organisation d'une enchère afin de permettre une certaine réactivité par rapport aux attentes du marché.

Storengy réaffirme en outre que le cadre de commercialisation de tous les produits (commercialisation standard et commercialisation libre), doit se conformer au même cadre législatif (enchères et prix de réserve) .

Question 7: Dans le cas où le niveau nécessaire à la sécurité d'approvisionnement n'est pas atteint, êtes-vous favorable à ce que les opérateurs réservent une part des capacités sous la forme de produits standard à hauteur des capacités manquantes pour atteindre le niveau de souscriptions nécessaire à la sécurité d'approvisionnement après le 31 mars ?

Storengy est favorable à cette proposition.

Question 8: Pour les capacités disponibles restantes, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage définir librement leurs produits après le 31 mars ?

Storengy est favorable à cette proposition.

Question 9: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE relative à la commercialisation de capacités pluriannuelles ?

Storengy est favorable au principe de commercialisation des capacités pluriannuelles sous la forme de produits de durée 1 an pour les trois prochaines années N+1, N+2 et N+3.

Mais en outre, les durées pluriannuelles de 2 ans et 3 ans devraient pouvoir être proposées de manière différenciée pour satisfaire au mieux aux demandes du marché.

La valeur de 20% de la capacité totale commercialisée sous la forme de produits 2 ans, ou de produits 3 ans pourrait être retenue.

Par ailleurs, Storengy serait favorable à la possibilité de commercialiser des produits pluriannuels jusqu'à une durée de 5 ans.

Enfin, Storengy est favorable à ce que la commercialisation de capacités pluriannuelles s'effectue avec un prix indexé, car le marché de gros ne peut pas toujours absorber des volumes importants sur des échéances lointaines et, d'autre part, Storengy a déjà constaté un intérêt de certains de ses clients pour des prix indexés.

Question 10: Partagez-vous la préférence de la CRE pour une commercialisation par lots pour les produits standards de stockage ?

La commercialisation par lots apparaît comme une bonne solution pour répondre à l'ensemble des besoins du marché de manière la plus continue possible.

Un arbitrage pertinent entre taille des lots et nombre de jours de vente correspondant sera à réaliser afin d'éviter un phénomène de lassitude du marché si le nombre d'enchères par an devenait trop important. Storengy pense qu'une taille de lot de 30 TWh serait une cible pertinente.

Question 11: Etes-vous favorable aux règles de constitution des lots proposées par la CRE ?

Storengy considère qu'en termes pratiques, commercialiser tous les produits standards simultanément pourrait sembler difficile pour les enchérisseurs.

Storengy propose néanmoins que plusieurs produits de caractéristiques différentes puissent être présentés à la vente simultanément sur une enchère.

Question 12: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'harmoniser les calendriers des enchères entre les opérateurs de stockage ?

Storengy est favorable à la proposition de la CRE : il convient d'harmoniser autant que possible les calendriers des enchères entre les opérateurs de stockage (même jour, même fenêtre horaire). Cette harmonisation des dates d'enchère serait d'autant plus justifiée dans un contexte où l'indexation des prix d'achat ne serait pas proposée au marché pour l'acquisition de leurs capacités.

Le volume proposé par opérateur à une enchère devrait être cohérent avec les capacités commercialisables.

Question 13: Partagez-vous la préférence de la CRE pour une adjudication au même prix pour l'ensemble des acteurs dite « pay as cleared » ?

Non, Storengy considère que le « pay as bid » serait préférable car il permettrait de maximiser le revenu des enchères sans impact sur le niveau de souscription des enchères.

Question 14: Partagez-vous la préférence de la CRE pour l'enchère à partir d'une courbe quantité/prix transmise par chaque participant dite à fixing ?

Le méthode d'enchères « à fixing » telle que décrite dans la présente consultation présente plusieurs caractéristiques intéressantes dont la simplicité du processus et la rapidité de l'allocation. Cette méthode pourrait être plus simple à mettre en œuvre notamment si la plateforme d'enchères devait fonctionner en mode dégradé pour la première année de commercialisation.

Néanmoins, si le système du fixing présente l'avantage opérationnel de la simplicité, Storengy conserve une préférence pour les enchères descendantes en « pay as bid » (cf. Q 13).

Question 15: Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant l'indexation des prix d'achat des capacités aux enchères sur le spread été/hiver ?

Les pratiques des acteurs de marché dans le domaine de la couverture de leur portefeuille d'infrastructures physiques diffèrent de manière sensible. Il nous paraît donc pertinent d'avoir la possibilité d'organiser des enchères en indexant les prix d'achat de capacités.

Par ailleurs, la non indexation des prix d'achat pour les ventes de capacités en pluriannuel risque d'être un frein significatif à l'acquisition de telles capacités.



Il conviendrait d'étudier l'impact qu'une telle indexation des prix d'enchères pourrait avoir sur le mécanisme de compensation et son volume.

Question 16: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE consistant à publier la méthodologie de détermination du prix de réserve mais à ne pas rendre public le prix de réserve, avant les enchères ?

Storengy préconise la plus grande prudence quant à la publicité des informations permettant de déterminer le prix de réserve. Storengy est favorable à tout ce qui contribue à la confidentialité des prix de réserve, qui est la meilleure façon de révéler la vraie valeur du stockage pour les fournisseurs tout en favorisant le jeu de la concurrence entre les produits.

Question 17: Avez-vous d'autres remarques à formuler ?

D'une manière générale, Storengy considère qu'il est indispensable de rester souple pour cette première année de commercialisation aux enchères, pour faciliter les adaptations ultérieures en fonction du retour d'expérience (produits, lots, types d'enchère, prix indexés, niveau de produits spécifiques maximum dès le début de la commercialisation etc.).

Storengy prend note de l'intérêt de la CRE pour une plateforme commune aux différents opérateurs de stockage, qui pourrait être disponible dès 2016 ou à défaut être remplacée pour chacun des opérateurs de stockage par un mode dégradé pour la première année de commercialisation.